

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

14 AVRIL 1999

PROPOSITION DE LOI

**visant à modifier l'article 34, § 1^{er}, 1^o,
du Code des impôts sur
les revenus 1992**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
FINANCES ET DU BUDGET (1)

PAR
M. Robert MEUREAU

- (1) Composition de la commission :
Président : M. Didden (M.).

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. MM Didden, Leterme, Pieters, Mme Van Haesendonck.	M. Ansoms, Mme D'Hondt, MM. Eyskens, De Crem, Vanpoucke.
P.S. MM. Demotte, Dufour, Moriau.	MM. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. MM. Daems, De Grauwe, Desimpel.	MM. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. MM. Schoeters, Suykens.	MM. Schellens, Van Gheluwe, Mahassine.
P.R.L.- Mme Cornet, M. Reynders.	MM. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. M. Arens.	MM. Fournaux, Gehlen.
VI. M. Huysentruyt.	Mme Colen, M. Van den Eynde.
Blok	
Agalev/M. Tavernier.	MM. Detienne, Viseur.
Ecolo	

C. — Membre sans voix délibérative

V.U. M. Olaerts.

Voir :

- 1408 - 97 / 98 :

- N° 1 : Proposition de loi de M. Demotte.
- N°s 2 et 3 : Amendements.

Voir aussi :

- N° 5 : Texte adopté par la commission.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

14 APRIL 1999

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 34, § 1, 1^o,
van het Wetboek van de
inkomstenbelastingen 1992**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN DE BEGROTING (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER Robert MEUREAU

- (1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Didden (M.).

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. HH. Didden, Leterme, Pieters, Mevr. Van Haesendonck.	H. Ansoms, Mevr. D'Hondt, HH. Eyskens, De Crem, Vanpoucke.
P.S. HH. Demotte, Dufour, Moriau.	HH. Canon, Delizée, Henry, Meureau.
V.L.D. HH. Daems, De Grauwe, Desimpel.	HH. Huts, Lano, Van Aperen, van den Abeelen.
S.P. HH. Schoeters, Suykens.	HH. Schellens, Van Gheluwe, Mahassine.
P.R.L.- Mevr. Cornet, H. Reynders.	HH. de Donnée, Maingain, Michel.
F.D.F.	
P.S.C. H. Arens.	HH. Fournaux, Gehlen.
VI. H. Huysentruyt.	Mevr. Colen, H. Van den Eynde.
Blok	
Agalev/H. Tavernier.	HH. Detienne, Viseur.
Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigd lid

V.U. H. Olaerts.

Zie :

- 1408 - 97 / 98 :

- Nr. 1 : Wetsvoorstel van de heer Demotte.
- Nrs. 2 en 3 : Amendementen.

Zie ook :

- Nr. 5 : Tekst aangenomen door de commissie.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné la présente proposition de loi lors de ses réunions des 15 juillet 1998 et des 23 et 30 mars 1999.

I. — EXPOSÉ DE L'AUTEUR DE LA PROPOSITION DE LOI

L'article 34, §1^{er}, 1^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92) considère comme revenus imposables «les pensions et les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu, qui se rattachent directement ou indirectement à une activité professionnelle ou qui constituent la réparation totale ou partielle d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits».

Si une personne est victime d'un accident dans la sphère de sa vie privée et qu'elle encourt de ce fait une incapacité permanente de travail, l'indemnité qu'elle perçoit en cette occasion ne sera imposable que si elle a subi, de par son incapacité, une perte permanente de revenus.

Par contre, si la même personne est victime du même accident sur le chemin du travail ou sur le lieu du travail, l'indemnité à laquelle elle peut prétendre pour le même dommage sera imposable même si elle ne subit aucune perte de revenus.

La présente proposition de loi vise à mettre fin à cette discrimination. Elle prévoit que seule la perte effective de revenus engendrée par l'incapacité doit constituer le critère qui autorise l'imposition des indemnités perçues, que l'origine de l'accident ayant donné lieu à cette incapacité soit privée ou professionnelle. Décider autrement aboutit à taxer le potentiel économique de la victime de l'incapacité.

Une question préjudicielle a été posée à la Cour d'arbitrage par la cour d'appel de Bruxelles en date du 31 octobre 1997 à ce propos. Elle interroge la Cour d'arbitrage sur la compatibilité de la disposition visée à l'article 34, §1^{er}, 1^o, CIR 92, avec les articles 10 et 172 de la Constitution en ce qu'elle «rend imposables les indemnités versées en réparation d'une incapacité permanente en application de la législation sur les accidents du travail, sans qu'il y ait perte de revenus dans le chef de la victime, (...)». Dès lors que les mêmes indemnités, si elles étaient obtenues par un redevable autre qu'un travailleur ou étaient versées directement par le tiers responsable de l'accident, ne seraient pas imposables et alors que, d'autre part, la victime d'un accident de travail ou sur le chemin du

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 15 juli 1998, 23 en 30 maart 1999.

I. — INLEIDING VAN DE INDIENER VAN HET WETSVOORSTEL

Krachtens artikel 34, § 1, 1^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92) worden als belastbare inkomsten beschouwd «pensioenen en lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede als zodanig geldende toelagen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een beroepswerkzaamheid of die het gehele of gedeeltelijke herstel van een bestendige derving van winst, bezoldigingen of baten uitmaken».

Indien een persoon het slachtoffer is van een ongeval in zijn privé-leven en daarbij een blijvende arbeidsongeschiktheid oploopt, zal de uitkering die hij naar aanleiding daarvan ontvangt slechts belastbaar zijn indien hij als gevolg van die ongeschiktheid een blijvend inkomensverlies lijdt.

Zo die persoon daarentegen het slachtoffer is van hetzelfde ongeval op de weg naar en van het werk, of op de werkplek, zal de uitkering waarop hij aanspraak kan maken voor dezelfde schade belastbaar zijn, ook al lijdt hij geen inkomensverlies.

Het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel heeft tot doel die discriminatie weg te werken en bepaalt dat alleen het daadwerkelijk inkomensverlies als gevolg van de ongeschiktheid het criterium mag zijn dat het belasten van de ontvangen uitkering toestaat, ongeacht of het ongeval dat aanleiding heeft gegeven tot de ongeschiktheid in het privé-leven dan wel in het beroepsleven heeft plaatsgehad. Een andere beslissing nemen, leidt ertoe dat het economisch potentieel van het slachtoffer van de ongeschiktheid wordt belast.

Het hof van beroep te Brussel heeft op 31 oktober 1997 aan het Arbitragehof terzake een prejudiciële vraag gesteld, te weten of het bepaalde in artikel 34, § 1, 1^o, WIB 92 spoort met de artikelen 10 en 172 van de Grondwet omdat dat artikel «rend imposables les indemnités versées en réparation d'une incapacité permanente en application de la législation sur les accidents du travail, sans qu'il y ait perte de revenus dans le chef de la victime (...)». Dès lors que les mêmes indemnités, si elles étaient obtenues par un redevable autre qu'un travailleur ou étaient versées directement par le tiers responsable de l'accident, ne seraient pas imposables et alors que, d'autre part, la victime d'un accident de travail ou sur le chemin du travail ne peut pas opter entre l'application de la loi sur les accidents

travail ne peut pas opter entre l'application de la loi sur les accidents du travail et l'action de droit commun, bien que ce soit en définitive le tiers responsable (ou son assureur) qui supporte la charge du paiement des indemnités.» La réponse de la Cour n'est toutefois pas encore connue.

En date du 23 avril 1998, la juridiction de Gand a conclu à la non-imposabilité d'une rente mensuelle perçue, dans le cadre d'un contrat d'assurance groupe «revenu garanti», par un huissier à la suite d'un accident survenu dans la sphère de sa vie privée, alors qu'il avait pu déduire fiscalement les primes versées de ses revenus professionnels.

Si cette décision devait être confirmée, nonobstant, selon l'orateur, un lien avec l'activité professionnelle, le critère central à retenir serait uniquement le lien entre l'accident et le travail et non plus entre la cause de la déduction de l'indemnité et le travail, ce qui renforcerait encore la discrimination dénoncée plus haut au détriment des salariés.

II. — DISCUSSION

Le ministre des Finances rappelle qu'en vertu de l'article 34, §1^{er}, 1°, CIR 92, les pensions et les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu sont imposables dans les trois cas suivants:

- soit lorsqu'elles se rattachent directement à une activité professionnelle, ce qui est le cas lorsqu'elles sont attribuées sur pied de la législation sociale;

- soit lorsqu'elles se rattachent indirectement à une activité professionnelle, ce qui se présente lorsque leur attribution s'appuie sur les dispositions du Code civil;

- soit lorsqu'elles constituent la réparation totale ou partielle d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits.

La proposition de loi à l'examen est motivée principalement par le fait que l'application de cette disposition crée une discrimination entre deux catégories de contribuables victimes d'une incapacité permanente de travail, à savoir :

- d'une part, ceux qui bénéficient d'une indemnité liée à l'activité professionnelle telle que celles prévues par la législation sociale (par exemple en cas d'accident du travail). Cette indemnité est toujours imposable, qu'elle répare ou non une perte permanente et effective de revenus ;

du travail et l'action de droit commun, bien que ce soit en définitive le tiers responsable (ou son assureur) qui supporte la charge du paiement des indemnités.». Het Arbitragehof heeft evenwel nog niet op de vraag geantwoord.

De rechtbank van Gent heeft op 23 april 1998 beslist dat een maandelijksse rente die in het kader van een groepsverzekeringsovereenkomst «gewaarborgd inkomen» werd ontvangen door een deurwaarder als gevolg van een ongeval in zijn privé-leven niet belastbaar is, hoewel hij de gestorte premies fiscaal had mogen aftrekken van zijn beroepsinkomsten.

Mocht die beslissing worden bevestigd, niettegenstaande het feit dat er volgens de spreker een verband bestaat met de beroepswerkzaamheid, zou als hoofdcriterium alleen in aanmerking mogen worden genomen het verband tussen het ongeval en het werk en niet langer het verband tussen de oorzaak van de verschuldigdheid van de uitkering en het werk, wat de hierboven aan de kaak gestelde discriminatie ten nadele van de werknemers nog zou vergroten.

II. — BESPREKING

De minister van Financiën herinnert eraan dat ingevolge artikel 34, § 1, 1°, WIB 92, de pensioenen en de lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede de als zodanig geldende toelagen belastbaar zijn in de drie volgende gevallen:

- hetzij wanneer ze rechtstreeks verband houden met een beroepswerkzaamheid, wat het geval is als ze worden toegekend op grond van de sociale wetgeving;

- hetzij wanneer ze indirect verband houden met een beroepswerkzaamheid, wat zich voordoet als de toekenning ervan berust op de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek;

- hetzij wanneer ze het gehele of gedeeltelijke herstel zijn van een bestendige derving van winst, bezoldigingen of baten.

Het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel is vooral ingegeven door het feit dat de toepassing van die bepaling leidt tot een discriminatie tussen twee categorieën van belastingplichtigen die het slachtoffer zijn van een blijvende arbeidsongeschiktheid, te weten :

- enerzijds degenen die een uitkering ontvangen die verband houdt met de beroepswerkzaamheid zoals die welke zijn vastgesteld door de sociale wetgeving (bijvoorbeeld in geval van arbeidsongeval). Die uitkering is altijd belastbaar, ongeacht of ze al dan niet een blijvend en daadwerkelijk inkomensverlies herstelt;

– d'autre part, ceux qui bénéficient d'une rente ou allocation de droit commun (par exemple en cas d'accident dans le cadre de la vie privée) sans lien professionnel. Celle-ci n'est imposable que si elle répare une perte permanente et effective de revenus.

Contrairement à l'avis de l'auteur de la proposition de loi, le ministre estime que le critère essentiel à retenir pour l'imposition des pensions, rentes et allocations en tenant lieu, qui, faut-il le rappeler, constituent des revenus professionnels, réside dans le lien avec l'activité professionnelle. La réparation d'une perte de revenus professionnels est un critère subsidiaire qui, lorsqu'il se vérifie, concrétise un lien avec cette activité professionnelle.

Retenir comme seul critère d'imposition la perte effective de revenus professionnels aboutirait à créer ou à amplifier une autre discrimination entre, d'une part, les victimes d'une incapacité permanente de travail qui ont, de ce fait, subi une perte de revenus professionnels et, d'autre part, celles dont les revenus professionnels ont été préservés. En d'autres termes, cela reviendrait à imposer les plus démunis.

En droit commun, il existe différents modes d'indemnisation des victimes d'une incapacité permanente de travail. Le ministre cite l'exemple d'un individu ayant subi une incapacité partielle permanente de 20% :

1) si la rémunération de cette personne est réduite de 20%, une indemnité calculée à partir de la rémunération de base (éventuellement indexée), lui sera versée sous la forme de revenus capitalisés. Dans ce cas, il s'agit clairement de la réparation d'une perte réelle de revenus professionnels ;

2) une indemnité équivalente peut être allouée à la victime sans que celle-ci ait subi une perte effective et permanente de revenus. La Cour de cassation considère, dans ce cas, que l'allocation indemnise les efforts supplémentaires fournis par la victime pour préserver son revenu ;

3) le tribunal peut également décider d'attribuer une allocation *ex aequo et bono* à la victime bien qu'elle n'ait subi aucune perte de revenus professionnels, confondant ainsi le dommage moral et le dommage matériel.

Même si, sur un plan purement juridique, on ne peut relever de discrimination entre le premier et le deuxième cas, le ministre fait observer que la victime visée dans le deuxième cas bénéficiera d'un montant équivalent à 120% de son salaire (100% du salaire + 20% d'indemnisation pour compenser les efforts sup-

– anderzijds degenen die een rente of een toelage ontvangen op grond van het gemeen recht (bijvoorbeeld in geval van een ongeval in het kader van het privé-leven), zonder verband met het beroep. Die rente of toelage is slechts belastbaar indien ze een blijvend en daadwerkelijk inkomensverlies goedmaakt.

In tegenstelling tot de indiener van het wetsvoorstel is de minister van mening dat het verband met de beroepswerkzaamheid het hoofdcriterium is voor het belasten van de pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen; dat zijn immers beroepsinkomsten. Het herstel van een verlies van beroepsinkomsten is een bijkomend criterium dat, wanneer het juist blijkt te zijn, vaste vorm geeft aan een verband met die beroepsactiviteit.

Het daadwerkelijk verlies van beroepsinkomsten in aanmerking nemen als enig criterium voor het belasten zou een andere discriminatie in het leven roepen of versterken tussen eensdeels de slachtoffers van een blijvende arbeidsongeschiktheid die als gevolg daarvan een verlies van beroepsinkomsten hebben geleden en anderdeels de slachtoffers wier beroepsinkomsten werden gevrijwaard. Dat zou er met andere woorden op neerkomen dat de minst-bedeelden worden belast.

In het gemeen recht bestaan er verschillende manieren om de slachtoffers van een blijvende arbeidsongeschiktheid te vergoeden. De minister verwijst naar het voorbeeld van iemand met een blijvende gedeeltelijke werkongeschiktheid van 20% :

1) wordt de bezoldiging van die persoon met 20% verminderd, dan zal hem een vergoeding in gekapitaliseerde inkomsten worden uitgekeerd die wordt berekend op grond van de (eventueel aan het indexcijfer aangepaste) basisvergoeding. In dat geval gaat het duidelijk om het herstel van een reëel verlies van beroepsinkomsten;

2) een gelijkwaardige vergoeding kan worden toegekend aan het slachtoffer zonder dat het een reëel en blijvend inkomensverlies heeft geleden. Het Hof van Cassatie gaat er in dat geval van uit dat de uitkering een vergoeding is voor de bijkomende inspanningen die het slachtoffer heeft geleverd om zijn inkomen te behouden;

3) de rechtbank kan tevens beslissen het slachtoffer een uitkering *ex aequo et bono* toe te kennen, hoewel het slachtoffer geen enkel verlies van beroepsinkomsten heeft geleden, waarbij de rechtbank de morele en materiële schade door elkaar haalt.

Ook al kan men uit een louter juridisch oogpunt geen discriminatie tussen de eerste en tweede *casus* vaststellen, toch merkt de minister op dat het in het tweede geval bedoelde slachtoffer een bedrag zal ontvangen gelijk aan 120% van zijn loon (100% van het loon + 20% vergoeding ter compensatie van de bijko-

plémentaires fournis par la victime pour garantir le maintien de ses revenus professionnels). Par contre, la victime visée dans le premier cas ne touchera que 80% de son salaire, augmentés d'une indemnité de 20%, alors qu'elle est également amenée à fournir des efforts supplémentaires pour pouvoir continuer à exercer son activité professionnelle.

Le troisième cas est, selon le ministre, encore plus discriminatoire dans la mesure où, comme indiqué ci-dessus, il y a confusion entre le dommage moral et le dommage matériel.

Le ministre déclare vouloir avant tout éviter que l'on ne sanctionne les plus démunis. Or, ce sont généralement les travailleurs manuels qui sont les plus touchés à la suite d'un accident de la circulation, par exemple, car ils subissent souvent une diminution réelle de leurs revenus professionnels du fait de l'incapacité de travail encourue à cette occasion. Retenir comme seul critère d'imposition de l'indemnisation la perte effective de revenus professionnels renforcerait encore cette discrimination.

En outre, supprimer le critère du lien direct ou indirect avec l'activité professionnelle créerait un vide juridique dans le sens où, lorsque les revenus professionnels sont maintenus, il ne serait plus possible d'imposer certaines pensions ou rentes telles que celles allouées à des travailleurs dans le cadre d'assurances collectives contre le risque invalidité qui ont été alimentées au moyen de cotisations patronales.

En conclusion, le ministre estime que, pour limiter au maximum les discriminations, l'indemnisation allouée en droit commun, lorsqu'elle répare un dommage matériel, doit être considérée comme ayant un lien avec l'activité professionnelle et doit donc être taxée de la même manière que l'indemnité attribuée dans le cadre de la législation du travail. Par contre, lorsqu'il s'agit d'une indemnité mixte ou d'une indemnité octroyée pour dommage extra-professionnel, le lien avec l'activité professionnelle disparaît si bien qu'il n'y a pas lieu à taxation.

Sur la base de cette argumentation, le ministre ne peut marquer son accord sur la modification proposée.

M. Demotte souligne que sa proposition de loi vise à mettre fin à une discrimination inacceptable. Il n'est en effet pas normal que l'indemnité à laquelle peut prétendre la victime d'un accident ayant donné lieu à une incapacité permanente de travail sans qu'il y ait perte de revenus ne soit imposable que si l'accident est survenu sur le chemin ou sur le lieu du travail. On aboutit de la sorte au paradoxe qu'une légis-

mende inspanningen die het slachtoffer heeft geleverd om zijn beroepsinkomsten op peil te houden). Het in het eerste geval bedoelde slachtoffer zal integendeel maar 80% van zijn loon, verhoogd met een vergoeding van 20%, ontvangen, hoewel ook dat slachtoffer bijkomende inspanningen moet leveren om zijn beroepsactiviteit te blijven uitoefenen.

Volgens de minister is de derde *casus* nog meer discriminatoir, aangezien daarbij sprake is van vermenging tussen de morele en de materiële schade (zie *supra*).

De minister verklaart vooral te willen voorkomen dat de minstbedeelden worden benadeeld. Handarbeiders worden echter doorgaans het meest getroffen, bijvoorbeeld ingevolge verkeersongevallen, want door de daarbij opgelopen arbeidsongeschiktheid krijgen zij vaak te maken met een reële vermindering van hun beroepsinkomsten. Mocht men het daadwerkelijke verlies van de beroepsinkomsten als enig criterium hanteren om een vergoeding te belasten, dan zou zulks die discriminatie nog versterken.

Voorts zou de opheffing van de rechtstreekse of indirecte band met de beroepswerkzaamheid tot een juridisch vacuüm leiden : bij behoud van de beroepsinkomsten zou het immers niet langer mogelijk zijn sommige pensioenen of renten te belasten, zoals die welke aan werknemers in het raam van door werkgeversbijdragen gestijfde collectieve verzekeringen tegen het risico op invaliditeit worden toegekend.

Tot besluit is de minister van mening dat een zo ruim mogelijke inperking van de discriminaties impliceert dat de gemeenrechtelijke, tot herstel van stofelijke schade toegekende vergoeding, moet worden aangemerkt als hebbende een band met de beroepswerkzaamheid. Bijgevolg behoort die op dezelfde wijze te worden belast als de vergoeding die in het raam van de arbeidswetgeving wordt toegekend. Gaat het daarentegen om een gemengde vergoeding of om een vergoeding die voor niet door het beroep veroorzaakte schade wordt toegekend, dan verdwijnt de band met de beroepswerkzaamheid en is er geen reden tot belastingheffing.

Op grond van die argumentatie kan de minister niet akkoord gaan met de voorgestelde wijziging.

De heer Demotte onderstreept dat zijn wetsvoorstel ertoe strekt een onaanvaardbare discriminatie ongedaan te maken. Het is immers niet normaal dat de vergoeding die kan worden aangevoerd door iemand die het slachtoffer werd van een ongeval dat aanleiding heeft gegeven tot een blijvende arbeidsongeschiktheid maar niet tot enig inkomensverlies, alleen belastbaar is als het ongeval naar of

lation à vocation sociale se retourne contre le travailleur au moment de l'imposition.

Si, comme l'a indiqué le ministre, la présente proposition de loi risque d'entraîner une nouvelle iniquité à l'égard des victimes qui ont subi une perte de revenus à la suite d'un accident ayant entraîné une incapacité permanente de travail, l'orateur demande pourquoi il ne serait pas tenté de dégager une solution globale permettant de rétablir l'égalité des contribuables devant l'impôt, quelle que soit leur situation.

Le ministre fait observer que les éléments qui relèvent de la sphère privée échappent par nature à l'impôt.

Il cite l'exemple des indemnités versées en cas de préjudice de jouissance ou encore de l'indemnisation, souvent forfaitaire, destinée à réparer l'incapacité de la victime d'un accident à encore exercer un certain nombre d'activités extra-professionnelles (jardinage, ménage, etc.). Taxer ce type d'allocation donnerait lieu à une nouvelle discrimination dans la mesure où toute autre personne, n'ayant pas été victime d'un accident, exerce ces mêmes activités sans que celles-ci soient soumises à imposition.

C'est pourquoi le ministre estime que le lien avec l'activité professionnelle doit demeurer le critère essentiel pour l'imposition des indemnisations visées à l'article 34, § 1^{er}, 1^o, CIR 92.

M. Demotte et Mme D'hondt partagent le point de vue selon lequel on ne peut imposer une indemnité liée à l'incapacité de la personne à poursuivre un certain nombre d'activités qui ne se rattachent pas à la sphère professionnelle. Mais qu'en est-il alors de l'impact sur les activités extra-économiques d'un accident lié directement ou indirectement à l'activité professionnelle ? Ne faudrait-il pas réexaminer la réglementation fiscale en la matière ?

M. Demotte souligne également que la qualification de l'accident encouru sur le chemin ou sur le lieu du travail est relativement floue sur le plan juridique. Ainsi, l'indemnité versée suite à un accident survenu alors que la victime allait prendre son repas de midi, sera soumise à imposition car considérée comme liée indirectement à l'activité professionnelle.

La réglementation fiscale actuelle entraîne donc manifestement des iniquités dans le traitement des contribuables.

*
* *

op het werk heeft plaatsgevonden. Zo komt men tot de paradoxale situatie dat een wetgeving die sociaal geïnspireerd wil zijn zich, bij de belastingheffing, tegen de werknemer keert.

Als dit wetsvoorstel, zoals de minister heeft aangegeven, het risico op een nieuwe vorm van onrechtvaardigheid inhoudt ten opzichte van slachtoffers die na een ongeval blijvend arbeidsongeschikt werden, vraagt de spreker waarom geen poging zou worden ondernomen om tot een algemene oplossing te komen waarbij de gelijkheid van alle belastingplichtigen - ongeacht de toestand waarin ze verkeren - wordt hersteld.

De minister merkt op dat de elementen die tot de privé-sfeer behoren, per definitie buiten de belastingheffing vallen.

Hij verwijst naar het voorbeeld van de vergoedingen die in het geval van berokkende genotsderving worden gestort of nog, voor iemand die het slachtoffer werd van een ongeval, naar de - vaak forfaitaire - vergoedingen tot herstel van de ongeschiktheid om nog een aantal activiteiten buiten de beroepssfeer (tuinieren, huishouden enzovoort) uit te oefenen. Mocht men op soortgelijke vergoedingen belastingen heffen, dan zou dat tot een nieuwe vorm van discriminatie leiden, aangezien om het even welke andere persoon, die geen slachtoffer van een ongeval werd, diezelfde activiteiten uitoefent zonder dat daarop belastingen worden geheven.

Daarom is de minister van mening dat de band met de beroepswerkzaamheid het essentiële criterium moet blijven om de in artikel 34, § 1, 1^o, WIB 92, bedoelde vergoedingen te belasten.

De heer Demotte en mevrouw D'Hondt delen het standpunt naar luid waarvan men geen vergoeding kan belasten die verband houdt met iemands ongeschiktheid om verder een aantal activiteiten uit te oefenen die buiten de beroepssfeer vallen. Maar *quid* in dat geval met de weerslag van een rechtstreeks of indirect aan de beroepswerkzaamheid gebonden ongeval op de extra-economische activiteiten ? Moet de belastingwetgeving terzake niet opnieuw worden onderzocht ?

De heer Demotte onderstreept tevens dat de kwalificatie als ongeval dat naar of op het werk heeft plaatsgevonden, uit een juridisch oogpunt vrij vaag is. Zo wordt de vergoeding die wordt gestort na een ongeval waarvan iemand het slachtoffer werd op het ogenblik dat hij ging lunchen, aan de belasting onderworpen, aangezien die vergoeding indirect aan de beroepswerkzaamheid gebonden is.

De vigerende belastingregelgeving leidt, wat de behandeling van de belastingplichtigen betreft, dus kennelijk tot een aantal vormen van onrechtvaardigheid.

*
* *

Au cours de la réunion du 23 mars 1999, *M. Demotte* présente deux amendements (*n° 1 et 2* - Doc. n°1408/2) visant à apporter les modifications suivantes :

1. L'amendement n°1 remplace l'article 2 de la proposition de loi par ce qui suit :

A. L'article 34, §1^{er}, 1°, CIR 92 est remplacé par la disposition suivante :

«1° les pensions et les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu, qui se rattachent directement ou indirectement à une activité professionnelle ;»;

B. Un point 1°bis est inséré à l'article 34, §1^{er}, libellé comme suit :

«1°bis. les pensions et les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu, qui constituent la réparation totale ou partielle d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits ;».

2. L'amendement n°2 insère un nouvel article 3 dans le projet, visant à compléter l'article 38, CIR 92 (exonérations à caractère social ou culturel) par un point 15°, libellé comme suit :

«15° les pensions et les rentes viagères ou temporaires, ainsi que les allocations en tenant lieu visées à l'article 34, §1^{er}, 1°, attribuées en cas d'incapacité permanente, dans la mesure où elles ne réparent pas une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits.»

L'auteur indique que son amendement n°2 introduit à l'article 38, CIR 92, une nouvelle exonération d'impôt suite à l'arrêt n°132/98 de la Cour d'arbitrage du 9 décembre 1998.

Des modifications ont été apportées à la proposition de loi initiale compte tenu du danger de voir certaines rentes, pensions ou allocations en tenant lieu échapper à l'imposition au-delà de ce qui est souhaité par les dispositions en projet. Elles tiennent également compte des remarques techniques formulées antérieurement par le ministre des Finances.

M. Demotte souligne que dans son arrêt, la Cour d'arbitrage, répondant à la question préjudicielle posée par la cour d'appel de Bruxelles (voir *supra*), a conclu que l'on «ne peut justifier d'inclure dans la catégorie des revenus imposables les pensions, rentes et allocations versées à la suite d'un accident reconnu comme accident du travail au sens de la loi du 10 avril 1971 sans pour autant (porter) atteinte aux revenus professionnels de la victime. L'indemnisation, à laquelle la victime a droit n'a pas, dans cette hypothèse, le caractère d'un revenu de remplacement. Il en résulte que la victime subit en ce cas une discrimination par rapport à d'autres victimes d'un accident

Tijdens de vergadering van 23 maart 1999, dient de heer Demotte twee amendementen (*nrs. 1 en 2* - Stuk nr. 1408/2) in, die ertoe strekken de volgende wijzigingen aan te brengen:

1. Amendement nr. 1 vervangt artikel 2 van het wetsvoorstel door wat volgt:

A. Artikel 34, § 1, 1°, WIB 92, wordt vervangen door de volgende bepaling:

«1° pensioenen en lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede als zodanig geldende toelagen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een beroepswerkzaamheid;»;

B. In artikel 34, §1, wordt een punt 1°bis ingevoegd, luidend als volgt:

«1°bis. pensioenen en lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede als zodanig geldende toelagen, die het gehele of gedeeltelijke herstel van een bestendige derving van winst, bezoldigingen of baten uitmaken;».

2. Amendement nr. 2 voegt in het wetsvoorstel een nieuw artikel 3 in, dat ertoe strekt artikel 38, WIB 92, (sociale en culturele vrijstellingen) aan te vullen met een 15°, luidend als volgt:

«15° de in artikel 34, §1, 1°, bedoelde pensioenen en lijfrenten of tijdelijke renten, alsmede als zodanig geldende toelagen, die in gevallen van blijvende ongeschiktheid worden toegekend, en voor zover ze geen permanent verlies van winst, bezoldigingen of baten vormen.».

De indiener geeft aan dat zijn amendement nr. 2 in artikel 38, WIB 92, een nieuwe vrijstelling van belasting invoegt, als gevolg van arrest nr. 132/98 van 9 december 1998 van het Arbitragehof.

Aan het oorspronkelijke wetsvoorstel werden wijzigingen aangebracht, gelet op het gevaar dat bepaalde renten, pensioenen of als zodanig geldende toelagen in ruimere mate aan belastingheffing zouden ontsnappen dan door de bepalingen in ontwerp voor wenselijk wordt gehouden. De wijzigingen houden ook rekening met de eerder door de minister van Financiën geformuleerde technische opmerkingen.

De heer Demotte onderstreept dat het Arbitragehof in zijn als antwoord op een prejudiciële vraag van het hof van beroep te Brussel uitgesproken arrest (zie *supra*) concludeerde dat men niet kan «verantwoorden dat in de categorie van de belastbare inkomsten, de pensioenen, renten en toelagen worden ingesloten die worden gestort naar aanleiding van een ongeval dat als arbeidsongeval wordt erkend in de zin van de wet van 10 april 1971, zonder (...) daarom afbreuk [te doen] aan de beroepsinkomsten van het slachtoffer. De schadeloosstelling waarop het slachtoffer recht heeft, heeft in die onderstelling niet het karakter van een vervangingsinkomen. Daaruit volgt dat het

qui ne s'est produit ni sur le chemin ni sur les lieux du travail puisqu'elle est soumise à l'impôt sur les revenus tant pour l'indemnité due en raison de l'accident que pour les revenus professionnels que, par hypothèse, elle continue de percevoir.»

La Cour d'arbitrage conclut qu' «en ce qu'il rend impossibles les indemnités versées en réparation d'une incapacité permanente en application de la législation sur les accidents du travail, sans qu'il y ait perte de revenus dans le chef de la victime, l'article 32bis du Code des impôts sur les revenus 1964 (actuellement l'article 34, §1^{er}, 1^o, du Code des impôts sur les revenus 1992 viole l'article 10 de la Constitution.»

En réponse à une question orale de l'orateur à cet égard en séance plénière du 1^{er} mars 1999, le ministre des Finances s'est engagé à respecter cet arrêt dans les trois mois (Compte rendu analytique, C 754-8).

Le ministre confirme son intention de respecter dans les meilleurs délais l'arrêt de la Cour d'arbitrage. Il se demande toutefois si une modification de la législation est nécessaire. En effet, la Cour d'arbitrage n'annule pas la disposition visée à l'article 34, §1^{er}, 1^o, CIR 92, mais elle indique que l'interprétation donnée à cette disposition par l'administration est contraire à l'article 10 de la Constitution. La question se pose dès lors de savoir s'il ne suffit pas de prendre une nouvelle circulaire interprétative pour résoudre ce problème.

MM. Demotte et Dufour estiment qu'il est préférable de modifier la loi.

*
* *

Au cours de la réunion du 30 mars 1999, *M. Demotte et consorts* présentent un amendement (n°3 - Doc. n°1408/3), en remplacement de l'amendement n°2 de *M. Demotte*, qui est retiré, en vue d'insérer un nouvel article 3 dans la proposition de loi.

L'auteur indique qu'il convient de préciser que les pensions, rentes ou allocations en tenant lieu sont celles qui ont été octroyées dans le cadre de la législation sur les accidents du travail ou les maladies professionnelles.

Subsidiairement, la nouvelle exonération trouve mieux sa place à l'article 39, CIR 92, l'article 38 du même Code visant les exonérations à caractère social ou culturel.

M. Olaerts demande pourquoi la mesure d'exonération fiscale n'est pas étendue aux pensions, rentes

slachtoffer in dat geval een discriminatie ondergaat in vergelijking met andere slachtoffers van een ongeval dat zich noch op de weg naar of van het werk, noch op het werk heeft voorgedaan, vermits het aan de inkomstenbelastingen is onderworpen zowel voor de wegens het ongeval verschuldigde schadevergoeding als voor de beroepsinkomsten die het bij hypothese behoudt».

Het Arbitragehof concludeert het volgende: «Door dat artikel 32bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1964 (thans artikel 34, §1, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992) de vergoedingen die met toepassing van de arbeidsongevallenwetgeving worden gestort tot herstel van een blijvende ongeschiktheid, zonder dat er voor het slachtoffer een inkomstenderving is, belastbaar maakt, schendt het artikel 10 van de Grondwet».

Als antwoord op een mondelinge vraag van de spreker daarover in de plenaire vergadering van 1 maart 1999 verbond de minister van Financiën zich ertoe uiterlijk binnen drie maanden dit arrest na te leven (zie Beknopt Verslag, C 754-8).

De minister bevestigt dat hij van plan is zo snel mogelijk het arrest van het Arbitragehof na te leven. Hij vraagt zich evenwel af of een wijziging van de wetgeving nodig is. Het Arbitragehof vernietigt immers niet wat bij artikel 34, §1, 1°, WIB 92, wordt bepaald, maar geeft aan dat de door de administratie van die bepaling gemaakte interpretatie strijdig is met artikel 10 van de Grondwet. Bijgevolg rijst de vraag of het niet volstaat een nieuwe interpretatieve circulaire uit te vaardigen om dat probleem op te lossen.

De heren Demotte en Dufour zijn van mening dat een wijziging van de wet de voorkeur verdient.

*
* *

Tijdens de vergadering van 30 maart 1999 dient *de heer Demotte c.s.* ter vervanging van amendement nr. 2 van de heer Demotte, dat wordt ingetrokken, amendement nr. 3 (Stuk nr. 1408/3) in, dat ertoe strekt in het wetsvoorstel een nieuw artikel 3 in te voegen.

De indiener geeft aan dat het wenselijk is te preciseren dat de pensioenen, renten of als zodanig geldende toelagen die zijn welke worden toegekend met toepassing van de wetgeving op de arbeidsongevallen of de beroepsziekten.

Bijkomend vindt de nieuwe vrijstelling beter haar plaats in artikel 39, WIB 92, aangezien artikel 38 betrekking heeft op de vrijstellingen van sociale en culturele aard.

De heer Olaerts vraagt waarom de maatregel van vrijstelling van belasting niet wordt uitgebreid tot

et allocations en tenant lieu, attribuées en cas d'incapacité *temporaire* consécutive à un accident du travail ou due à un accident survenu dans la sphère de la vie privée (un accident de la circulation, par exemple).

M. Demotte répond que les auteurs de l'amendement n°3 ont voulu se limiter aux cas visés par l'arrêt susvisé de la Cour d'arbitrage.

M. Olaerts attire l'attention de la commission sur les difficultés pratiques auxquelles sont confrontés les contribuables. Les fiches individuelles transmises par les entreprises d'assurances mentionnent souvent uniquement le montant global de la rente, pension ou allocation en tenant lieu, attribuée en cas d'accident du travail, sans en ventiler les diverses composantes, si bien que le contribuable est bien en peine d'apporter les preuves nécessaires à l'administration pour obtenir l'exonération (totale ou partielle) des indemnités perçues.

Il souhaite que l'administration fiscale veille à ce que les fiches individuelles soient remplies correctement par les entreprises et organismes concernés.

Des problèmes analogues se posent par exemple en ce qui concerne la qualification des revenus de biens immobiliers (usage particulier ou commercial) ou des rémunérations (versement d'arriérés).

Le ministre souhaite se limiter à une application stricte de l'arrêt de la Cour d'arbitrage du 9 décembre 1998, qui assimile dorénavant l'interprétation donnée à la disposition visée à l'article 34, §1^{er}, 1°, CIR 92, en matière d'accidents du travail à celle qui s'applique déjà en ce qui concerne les accidents survenus dans le cadre de la vie privée, réglés par le droit commun.

L'extension du champ d'application de la mesure proposée à l'ensemble des indemnités attribuées aux victimes d'une incapacité permanente résultant d'un accident du travail entraînerait de nouvelles discriminations à l'égard des contribuables qui bénéficient d'une rente ou allocation de droit commun, celle-ci étant impossible si elle répare une perte permanente et effective de revenus.

En outre, l'impact budgétaire d'une telle disposition serait trop important. Par contre, le présent amendement (n°3) devrait avoir un coût nettement plus limité, étant donné qu'il vise essentiellement les petites indemnités, donnant généralement lieu à un paiement en capital.

Il appartiendra à l'administration d'apprécier, dans chaque cas, si les indemnités versées constituent ou

de pensions, rentes ou als zodanig geldende toelagen die worden toegekend in geval van *tijdelijke* ongeschiktheid als gevolg van een arbeidsongeval of van een ongeval in de persoonlijke levenssfeer (bijvoorbeeld een verkeersongeval).

De heer Demotte antwoordt dat de indieners van amendement nr. 3 zich wilden beperken tot de gevallen waarop het voormelde arrest van het Arbitragehof betrekking heeft.

De heer Olaerts vestigt de aandacht van de commissie op de praktische moeilijkheden waarmee de belastingplichtigen te maken hebben. De individuele fiches die de verzekeringsmaatschappijen versturen, vermelden vaak alleen het totale bedrag van de bij arbeidsongeval toegekende renten, pensioenen of als zodanig geldende toelagen, zonder de verschillende onderdelen ervan te specificeren, zodat de belastingplichtige het heel moeilijk heeft de bewijzen te verstrekken die de administratie nodig heeft voor de toekenning van de (volledige of gedeeltelijke) vrijstelling van de ontvangen vergoeding.

Hij wenst dat de belastingadministratie erop toeziet dat de individuele fiches door de betrokken bedrijven en instellingen correct worden ingevuld.

Soortgelijke problemen doen zich bijvoorbeeld voor met betrekking tot de bepaling van de inkomsten van onroerende goederen (particulier gebruik of aanwending voor handelsdoeleinden) of van de lonen (uitbetaling van achterstallen).

De minister wenst zich te beperken tot een strikte toepassing van het arrest van het Arbitragehof van 9 december 1998, dat vanaf nu de interpretatie van het bij artikel 34, §1, 1°, WIB 92, inzake arbeidsongevallen bepaalde gelijkstelt met die welke reeds geldt met betrekking tot de ongevallen die zich voordoen in het raam van het privé-leven, die door het gemeen recht worden geregeld.

De uitbreiding van het toepassingsgebied van de voorgestelde maatregel naar alle vergoedingen die worden uitgekeerd aan slachtoffers van een blijvende ongeschiktheid als gevolg van een arbeidsongeval zou nieuwe discriminatie meebrengen ten aanzien van de belastingplichtigen die een rente of vergoeding van gemeen recht genieten, aangezien deze laatste belastbaar is als ze het herstel vormt van een permanent en daadwerkelijk verlies van inkomsten.

Voorts zou de budgettaire weerslag van een dergelijke bepaling te groot zijn. Amendement nr. 3 zou daarentegen merkkelijk minder kosten, aangezien het vooral betrekking heeft op de kleine vergoedingen, die gewoonlijk worden uitbetaald als kapitaal.

Het zal de administratie toekomen voor elk geval afzonderlijk te beoordelen of de betaalde vergoedin-

non la réparation d'une perte permanente de bénéfices, de rémunérations ou de profits.

En ce qui concerne les cas limites évoqués par M. Olaerts, le ministre souligne que les contribuables disposent toujours de moyens de recours s'ils contestent la décision de l'administration.

III. — VOTES

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

L'amendement n°1 de M. Demotte visant à remplacer l'article 2 est adopté par un vote identique.

L'amendement n°3 de M. Demotte et consorts visant à insérer un nouvel article 3 est adopté par un même vote.

*
* *

L'ensemble de la proposition de loi, telle qu'amendée, est adopté à l'unanimité.

Le rapporteur,

Le président,

R. MEUREAU

M. DIDDEN

gen al dan niet het herstel vormen van een permanent verlies van winst, bezoldigingen of baten.

Wat de door de heer Olaerts aangehaalde randgevallen betreft, onderstreept de minister dat de belastingplichtigen altijd over beroepsmiddelen beschikken als ze de beslissing van de administratie aanvechten.

III. — STEMMINGEN

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Amendement nr. 1 van de heer Demotte, dat ertoe strekt artikel 2 te vervangen, wordt met dezelfde stemuitslag aangenomen.

Amendement nr. 3 van de heer Demotte c.s., dat ertoe strekt een nieuw artikel 3 in te voegen, wordt met dezelfde stemuitslag aangenomen.

*
* *

Het gehele aldus geamendeerde wetsvoorstel wordt eenparig aangenomen.

De rapporteur,

De voorzitter,

R. MEUREAU

M. DIDDEN